



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

CES/2004/47  
2 décembre 2004

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION DE STATISTIQUE et  
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS  
Cinquante-troisième réunion plénière  
(Genève, 13-16 juin 2005)

**RAPPORT DE LA RÉUNION DE TRAVAIL DE LA CEE SUR LES STATISTIQUES  
DIFFÉRENCIÉES EN FONCTION DU SEXE, TENUE EN OCTOBRE 2004**

Document établi par le secrétariat de la CEE

INTRODUCTION

1. La réunion de travail de la CEE s'est tenue à Genève du 18 au 20 octobre 2004. Y ont participé des représentants des pays ci-après: Albanie, Allemagne, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, Géorgie, Irlande, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie-et-Monténégro, Slovénie, Suède, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie et Ukraine. La Commission européenne était représentée par Eurostat. Ont également participé à la réunion de travail des représentants de la Division de statistique de l'ONU, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Bureau international du Travail (BIT), du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (HEUNI), de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de la Banque mondiale.

2. La réunion de travail a été organisée en collaboration avec le PNUD, le FNUAP et l'OMS. Un grand nombre de participants ont pu assister à la réunion de travail grâce à l'aide financière fournie par le PNUD et le FNUAP.
3. M<sup>me</sup> Victoria Velkoff (États-Unis) a été élue Présidente de la réunion.
4. Les questions de fond suivantes ont été examinées au cours de la réunion sur la base de 26 communications sollicitées, de 7 documents d'appui et d'une vidéoconférence:

**Thème 1: Prise en compte des spécificités sexuelles dans le cadre de la collecte et de la diffusion de statistiques**

Séance 1: Instruments

Exposés présentés par Karen Hurell (Equal Opportunities Commission, Royaume-Uni), Angela Me et Enrico Bisogno (CEE), Lidia Belokonnaya (Goskomstat, Fédération de Russie), Pehr Sundström (Statistics Sweden) et Valentina Stoevska (BIT).

Documents d'appui présentés par l'Espagne, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la FAO.

Animateur: M. Mark Manto (Department of Justice, Equality and Law Reform, Irlande).

Séance 2: Sources

Exposés présentés par Denise Brown (New Zealand Statistics), Linda Laura Sabbadini (ISTAT, Italie), Ermira Danaj (INSTAT, Albanie) et Stepan Mnatsakanyan (Service national de statistique, Arménie).

Documents d'appui présentés par l'Allemagne, l'Italie et le Mexique.

Animateur: Gülfer Dikbayir (Institut d'État pour la statistique, Turquie).

Séance 3: Ressources statistiques régionales

Exposés présentés par Karin Winqvist (Eurostat), Marie Sicat et Linda Hooper (CEE), ainsi qu'Eva Fodor (UNIFEM).

Document d'appui présenté par l'Ukraine.

Animatrice: Inna Samchenko (Ukraine).

**Thème 2: La violence contre les femmes**

Séance 4: Vue d'ensemble des activités nationales et internationales

Exposés présentés par Heikki Mattila (OIM), Jyoti Sanghera (HCDH), Sami Nevala (HEUNI), Henrica A.F.M. Jansen (OMS), Giuseppina Muratore (ISTAT, Italie) et Elba Contreras (Institut national de statistique, de géographie et d'informatique (INEGI), Mexique).

Documents d'appui présentés par la Finlande.

Animatrice: Anita Lange (Statistics Denmark).

Séance 5: Ensemble d'indicateurs de base et instruments d'enquête rapide

Exposés présentés par Henrica A.F.M. Jansen (OMS) (deux communications), Horst Posselt (Bureau of Statistics, Australie) et Gerry Brady (CSO, Irlande).

Animatrice: Linda Laura Sabbadini (ISTAT, Italie).

**Thème 3: Les mentalités/comportements sociaux et l'égalité entre les sexes**

Séance 6: Les mentalités/comportements sociaux et l'égalité entre les sexes

Exposés présentés par Pia Pulkkinen (Statistics Finland), le PNUD Azerbaïdjan/Bratislava, Ko Oudhof (Statistics Netherlands) et Saskia Keuzenkamp (Bureau de la planification sociale et culturelle, Pays-Bas).

Animatrice: Victoria Velkoff (Bureau of the Census des États-Unis).

**Séance d'information**

Les femmes dans le monde: Progrès dans le domaine de la statistique (Erlinda Go, Division de statistique de l'ONU)

Réunion préparatoire régionale de la CEE pour l'examen décennal de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing (Ewa Ruminska-Zimny, CEE)

5. Toute la documentation de la réunion de travail a été affichée sur le site Web de la CEE à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/stats/documents/2004.10.gender.htm>.

**RÉSUMÉ DES DÉBATS ET DES PRINCIPALES CONCLUSIONS  
DÉGAGÉES LORS DE LA RÉUNION DE TRAVAIL**

6. On trouvera ci-après un résumé des principales conclusions dégagées lors de la réunion. On trouvera en outre des informations plus détaillées sur les débats dans l'annexe (publiée en anglais seulement) à la présente note.

7. Des progrès remarquables ont été réalisés au sein des services nationaux de statistique en ce qui concerne la prise en compte des spécificités des hommes et des femmes dans le cadre de la production, l'analyse et la diffusion des données. Toutefois, il reste des aspects qui méritent de faire l'objet d'une attention et de travaux plus approfondis de manière à asseoir sur une base plus solide les programmes concernant les statistiques différenciées en fonction du sexe:

- Organisation et coordination des travaux dans le domaine des statistiques différenciées en fonction du sexe dans les services nationaux de statistique, y compris l'interaction avec les utilisateurs;
- Diffusion de produits statistiques contenant des statistiques différenciées selon le sexe.

8. Dans le cadre de l'organisation et de la coordination des programmes concernant les statistiques différenciées en fonction du sexe, l'accent a été mis sur la nécessité de développer le rôle des coordonnateurs nationaux des statistiques ventilées par sexe et améliorer la collaboration avec toutes les divisions des services nationaux de statistique. Il a été souligné que les statistiques différenciées en fonction du sexe n'étaient pas des statistiques relatives aux femmes mais plutôt des données résultant d'un mode d'analyse des phénomènes sociaux qui prend pleinement en considération les attitudes et rôles différents des hommes et des femmes. Dans le cas de questions dont on a toujours estimé qu'elles concernaient exclusivement les femmes comme, par exemple, la fécondité, une approche tenant compte des spécificités des deux sexes implique qu'elles soient abordées dans une perspective nouvelle en élargissant la portée de la collecte et de l'analyse des données aux hommes.

9. Il a été suggéré que la promotion d'une formation destinée à sensibiliser l'ensemble des statisticiens des systèmes nationaux de statistique aux différences de rôle et d'attitude qui existent entre les hommes et les femmes soit l'une des principales activités tendant à faire comprendre que l'appartenance sexuelle est une caractéristique intrinsèque déterminant la condition d'un individu et à renforcer l'importance donnée à cette dimension dans tous les domaines d'activité statistique. Bon nombre de participants sont convenus qu'il existe encore dans les services nationaux de statistique des domaines où les statisticiens ne sont guère sensibles à la nécessité de différencier leur analyse des phénomènes en fonction du sexe. Il a également été reconnu que les spécificités sexuelles devraient être prises en compte non seulement au stade de la diffusion des données mais aussi au moment de l'élaboration des définitions, des classifications et des méthodes de collecte des données. Parmi les catégories de données statistiques courantes où il faudrait davantage tenir compte des spécificités de chaque sexe, on a cité les statistiques de l'emploi, les statistiques économiques et statistiques sur les entreprises, les statistiques agricoles et les statistiques des transports comme étant les plus problématiques. Les difficultés rencontrées par certains services nationaux de statistique en cherchant à améliorer la pertinence des registres administratifs au regard de l'étude des différences entre les femmes et les hommes ont également été mises en lumière.

10. Il a en outre été question du rôle essentiel que jouent les utilisateurs dans la détermination du contenu des programmes se rapportant aux statistiques différenciées en fonction du sexe et des différentes modalités d'interaction avec les utilisateurs. Il a aussi été fait état de la nécessité de concentrer les efforts de production et de diffusion de statistiques différenciées en fonction du sexe uniquement dans les domaines où des données de cette nature sont utilisées. En ce qui concerne la diffusion des statistiques différenciées en fonction du sexe aux niveaux tant national qu'international, l'opportunité de concevoir des stratégies de commercialisation dans le but de faire connaître ces statistiques aux utilisateurs potentiels a été mise en lumière au même titre que le besoin de s'assurer que toutes les catégories d'utilisateurs connaissent et utilisent les produits considérés. Dans ce contexte, il a également été jugé nécessaire d'apprendre aux personnes concernées à se servir de ces statistiques.

11. Il a été convenu qu'un cadre législatif pourrait être un outil administratif utile pour faire en sorte que les programmes se rapportant aux statistiques différenciées en fonction du sexe portent davantage leurs fruits. Il serait préférable d'adopter des dispositions législatives concernant spécifiquement les statistiques différenciées en fonction du sexe ou d'inclure dans la législation en matière de statistique des dispositions particulières sur ce genre de données, bien qu'actuellement, les pays aient davantage tendance à incorporer les statistiques différenciées en

fonction du sexe dans les lois ou règlements relatifs à l'égalité des sexes que dans des lois ou règlements d'ordre statistique.

12. Les domaines qui, à l'issue de la réunion, sont apparus comme étant les plus importants du point de vue de l'analyse des différences fondées sur le sexe sont les suivants: les hommes et les femmes occupant des postes de responsabilité (en particulier des postes où ils exercent un pouvoir économique), la ségrégation en matière d'emploi, l'accès et le taux de participation au marché du travail (y compris l'emploi dans le secteur informel), la violence contre les femmes et la traite des femmes, les budgets-temps et l'analyse des budgets sous l'angle de l'égalité des sexes. Dans ces domaines, plusieurs lacunes dans les données ont été mises en relief. Les participants ont décidé d'entreprendre des travaux complémentaires aux niveaux national et international dans le but de définir avec plus de précision des indicateurs pertinents, de mettre au point des définitions et des méthodes types et de mobiliser des ressources pour entreprendre de nouvelles activités de collecte de données ou mieux mettre à profit celles qui existent déjà. À ce propos, la nécessité de hiérarchiser les listes d'indicateurs nationaux a été mise en lumière.

13. Les participants ont débattu des enquêtes sur les budgets-temps qui constituent l'une des meilleures sources d'information sur la division du travail domestique entre les sexes. Le nombre de pays de la région qui procèdent à ce genre d'enquête va s'accroissant. Certains pays se servent des enquêtes sur les budgets-temps à des fins très diverses. La réunion de travail a fait état de la nécessité de constituer un gisement d'informations sur les bonnes pratiques aux fins d'améliorer la visibilité du travail non rémunéré, notamment en lui imputant une valeur monétaire et en élaborant des comptes satellite des ménages.

14. Après avoir fait le point sur le site Web et la base de données PNUD-CEE, la réunion de travail est convenue que ce site était un instrument utile pour comparer des données provenant de différents pays, trouver des ressources et de la documentation nationales et internationales dans le domaine des statistiques différenciées en fonction du sexe et procéder à une analyse selon le sexe au niveau régional ou sous-régional. La réunion de travail a également souscrit au nouveau plan de collecte de données proposé par la CEE qui prévoit d'utiliser au maximum les sources internationales et de n'ajouter qu'un petit nombre d'indicateurs nouveaux dans les domaines de la science, de la pauvreté, de la conciliation du travail et de la vie familiale, des transports et de la violence. Un nouveau questionnaire sera adressé aux pays en novembre 2004. Cependant, les participants ont également mis en exergue certains problèmes ayant trait à la base de données, à savoir qu'il fallait mettre au point une stratégie de commercialisation, examiner périodiquement les données, présenter méthodiquement les données se rapportant à 1990 pour les pays en transition, étoffer la rubrique actuelle consacrée à la santé et tenir compte d'aspects nouveaux comme les travailleurs migrants, l'ethnicité, et la population inactive, et concentrer les efforts sur les pays pour lesquels il est particulièrement difficile d'obtenir des données au niveau international.

15. S'agissant de la traite des êtres humains, les participants ont débattu des problèmes relatifs aux définitions et aux méthodes employées pour la collecte des données. Il ressortait clairement de ce débat que les estimations actuelles sont souvent basées sur des études non représentatives et sur des notions qui ne font pas la distinction entre la traite liée aux migrations, à la prostitution et à la question des personnes disparues. Il a été convenu qu'en regard à la nature des phénomènes et à la nécessité de faire une plus large place aux études d'ordre qualitatif et à l'analyse approfondie d'études de cas, toute l'attention voulue devrait être accordée aux aspects

concernant les définitions, à la fiabilité des sources et à la mise au point de méthodes sûres de production et d'utilisation de données ou d'estimations dans ce domaine.

16. La réunion de travail a reconnu que la violence à l'égard des femmes est un domaine où les données sont rares et où la collecte d'informations doit s'intensifier. L'examen des méthodes utilisées dans le cadre des études internationales et nationales a montré que, comme il s'agit d'une question délicate, la mesure de ce phénomène soulève plusieurs difficultés. Les sources administratives s'appuyant sur les crimes déclarés ne constituent pas une bonne source de données pour diverses raisons, et surtout parce que les obstacles culturels empêchent les femmes de déclarer les actes de violence, en particulier s'il s'agit de violence domestique. Les enquêtes démographiques constituent une meilleure source de données. Bon nombre de services nationaux de statistique ne procèdent que depuis peu à la collecte de données sur la violence contre les femmes et se sont heurtés dans certains cas à une résistance vis-à-vis de l'intérêt qu'ils manifestent pour cette question si sensible et donnant lieu à controverse sur le plan méthodologique. La réunion de travail est convenue que les services nationaux de statistique devraient s'intéresser davantage à l'étude de cette question en partenariat avec des chercheurs, des ONG actives dans ce domaine, et des prestataires de services. En tant que producteurs et coordonnateurs des statistiques officielles, ils devraient prendre une part plus active à la définition des méthodes appropriées et efficaces qu'il convient d'utiliser.

17. L'expérience accumulée par les services nationaux de statistique et les organisations internationales montre que bon nombre d'éléments sont déterminants pour le succès des enquêtes sur la violence contre les femmes et la violence dans la famille, à savoir:

- Le choix et la formation des enquêteurs;
- Les concepts et les définitions opérationnelles de la violence;
- La formulation et l'ordre des questions;
- Le mode d'enquête: interrogatoire direct, entretien téléphonique assisté par ordinateur (CATI), questionnaire adressé par courrier, etc.;
- Les problèmes relatifs au respect de la vie privée;
- Le contexte;
- Les erreurs imputables au défaut de réponse et la taille de l'échantillon.

18. L'organisation d'enquêtes spécialisées sur la violence contre les femmes représente certainement la meilleure solution envisageable mais bien souvent, les services nationaux de statistique n'ont que des moyens techniques et financiers limités pour les entreprendre. De ce fait, la première étape peut consister à utiliser un module sur la violence contre les femmes en gardant à l'esprit qu'il rendra l'enquête dans laquelle il viendra s'intégrer plus délicate et exigera donc des précautions supplémentaires (par exemple pour assurer la sécurité des répondants et des enquêteurs, prévoir des interventions en cas de crise, une formation spéciale et un appui psychologique, et pour garantir une confidentialité totale). L'inclusion de ce genre de module est également importante du point de vue de la sensibilisation au problème dans la mesure où il

permet de mieux le faire connaître tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des services nationaux de statistique.

19. Il a en outre été reconnu qu'au niveau international, on se devait de travailler à l'élaboration d'une définition commune de la violence, d'un ensemble d'indicateurs de base et d'une série minimale de questions à inclure dans un module d'enquête rapide.

20. Comme la violence affecte aussi bien les femmes que les hommes dans un environnement pluridimensionnel, il faudrait aussi encourager une approche plus globale. Il faudrait prêter davantage attention au rôle des hommes dans la violence familiale et à leur attitude à cet égard, ainsi qu'aux enfants, des deux sexes, qui sont également victimes de violences familiales. Les études sur la violence concernant les hommes devraient considérer ces derniers à la fois en tant qu'auteurs et que victimes d'actes de violence.

21. Les participants ont débattu de la façon de mesurer les attitudes sexistes et les points de vue concernant la violence contre les femmes, de même que d'une étude de cas sur l'égalité des sexes. Un sujet de préoccupation commun était la nécessité de déterminer si pour mesurer les attitudes, en d'autres termes les modes de pensée, il valait mieux demander à la personne interrogée de se prononcer pour ou contre des idées ayant un rapport avec sa situation personnelle ou, au contraire, faire abstraction de cette situation. Il a été jugé nécessaire d'entreprendre une étude longitudinale pour évaluer tant les attitudes que le comportement afin de mettre en évidence les rapports entre les attitudes et le comportement et la manière dont ils évoluent dans le temps. La question de savoir si les attitudes sont susceptibles de changer ou si elles sont figées pour la vie a été brièvement évoquée. Les aspects abordés par les participants étaient notamment les suivants: l'idée selon laquelle les femmes ont le choix de travailler ou non, les questions relatives à l'exploitation des données sur les attitudes sexistes (données dont se servent les politiques), l'opportunité de préciser la distinction entre les normes sexuelles et les stéréotypes, ainsi que les attitudes vis-à-vis des congés de maternité et de paternité et l'usage respectif qui est fait de ces deux options dans les pays où existe la possibilité de prendre l'un ou l'autre de ces congés avec traitement.

## **TRAVAUX FUTURS**

22. Les participants ont recommandé d'entreprendre les activités suivantes dont il sera rendu compte à la prochaine réunion de travail sur les statistiques différenciées en fonction du sexe prévue en 2006.

### **Formation destinée à sensibiliser les statisticiens aux spécificités sexuelles**

Il est nécessaire de faire la synthèse des activités menées par différents organismes (Statistics Sweden, la FAO, le Bureau of the Census des États-Unis, la CEE, entre autres) en vue de dispenser une formation aux statisticiens des services nationaux de statistique pour les amener à tenir compte des spécificités sexuelles lors de la collecte et de la diffusion des statistiques. Il est recommandé qu'un petit groupe de pays et d'organisations internationales rassemble les informations sur les meilleures pratiques et toute autre documentation disponible et mette au point un instrument pour aider les coordonnateurs nationaux des statistiques ventilées par sexe à assurer et promouvoir cette formation.

## **La violence contre les femmes**

De plus amples travaux statistiques sont nécessaires dans le domaine de la violence contre les femmes pour mesurer l'ampleur de ce phénomène. Il est recommandé que la Conférence des statisticiens européens contribue, dans le cadre de ses travaux sur les statistiques différenciées en fonction du sexe, aux efforts déployés par l'OMS et par d'autres organisations internationales aux fins suivantes: i) favoriser l'échange et la promotion de méthodes d'enquêtes spécialisées sur la violence contre les femmes, ii) encourager la formation du personnel des services nationaux de statistique et des utilisateurs dans le domaine de la violence contre les femmes, et iii) définir des concepts communs, élaborer un ensemble d'indicateurs de base et dresser une liste minimale de questions à inclure dans un petit module d'enquête qui pourra être intégré à des enquêtes existantes.

## **Budget-temps**

Tandis que des enquêtes sur les budgets-temps sont de plus en plus régulièrement entreprises en Europe occidentale et en Amérique du Nord, les services nationaux de statistique des pays d'Asie centrale, du Caucase et d'Europe du Sud-Est doivent encore batailler pour trouver les ressources techniques et financières qui leur permettraient d'entreprendre de telles enquêtes. La réunion de travail a proposé d'étudier les possibilités d'échange de bonnes pratiques entre les pays de l'Ouest et ceux de l'Est dans le but d'aider les pays qui n'ont pas encore entrepris d'étude des budgets-temps à lancer des activités dans ce domaine.

## **Utilisation optimale des ressources disponibles dans la CEE (site Web et base de données)**

La CEE est encouragée à:

- Utiliser le site Web en tant que gisement d'informations concernant la prise en compte des spécificités sexuelles (publications, matériels de formation et méthodes utilisées pour la collecte de données pertinentes);
- Intensifier ses efforts pour faire connaître le site Web et la base de données (et entreprendre ou faire réaliser, ultérieurement, une analyse de la base de données);
- Développer le réseau des coordonnateurs nationaux des statistiques ventilées par sexe et l'échange d'informations entre ces coordonnateurs;
- Envisager la mise au point d'un système d'évaluation de la qualité des séries d'indicateurs basé sur un mécanisme de validation des informations figurant dans la base de données. Il s'agirait de procéder à une évaluation en collaboration avec les États membres qui utilisent le questionnaire d'Eurostat et les résultats finals de l'évaluation pourraient ensuite être affichés sur le site Web;
- Achever l'évaluation des statistiques différenciées en fonction du sexe en envoyant un questionnaire aux utilisateurs.

23. La réunion de travail a recommandé de créer un groupe directeur qui serait chargé de coordonner les activités susmentionnées et d'établir l'ordre du jour de la prochaine réunion de travail. Les délégations des pays qui souhaiteraient participer aux activités du groupe directeur ont été priées de le faire savoir au secrétariat de la CEE dans les deux semaines qui suivraient la

réunion, après avoir consulté leur service national de statistique. La prochaine réunion de travail devra notamment se pencher de nouveau sur les activités de formation entreprises pour sensibiliser les statisticiens à la question des spécificités sexuelles et sur les programmes statistiques concernant la violence contre les femmes. En outre, des thèmes nouveaux pourraient être choisis dans la liste de questions ci-après établie sur la base des suggestions formulées par les participants:

- La main-d'œuvre migrante féminine et masculine considérée du point de vue des pays d'accueil et des pays d'origine;
- Les questions de disparités entre les sexes concernant les groupes minoritaires et la production de statistiques correspondantes;
- Les statistiques sur les prestations sociales et les pensions dont bénéficient respectivement les hommes et les femmes;
- Les aménagements du temps de travail et les formes atypiques de participation au marché du travail;
- La mise au point, en prenant en considération les nouvelles sources de données disponibles, d'indicateurs qui reflètent les spécificités sexuelles et qui révèlent la façon dont sont conciliés le travail rémunéré et la vie familiale;
- La mise au point d'instruments à utiliser pour la collecte, auprès des entreprises ou des institutions, de données concernant la prise de décisions aux fins d'élaborer des indicateurs faisant apparaître les disparités de pouvoir entre les sexes et l'existence d'un «plafond de verre»;
- Cadres, sur le plan tant juridique qu'organisationnel, des statistiques différenciées en fonction du sexe;
- Élaboration du mandat des coordonnateurs nationaux des statistiques ventilées par sexe;
- Établissement d'une licence pour les statistiques différenciées en fonction du sexe.

24. Les suggestions ci-après ont été faites concernant les modalités d'organisation de la prochaine réunion de travail:

- Pour chaque question traitée, une communication sollicitée devrait être présentée par un utilisateur, en tenant compte des problèmes liés à l'utilisation des données existantes et l'absence d'indicateurs sur ce point ainsi que des expériences positives;
- Il faudrait consacrer plus de temps au débat général.

#### **ADOPTION DU RAPPORT**

25. Les participants ont adopté le rapport succinct de la réunion lors de la séance de clôture.

## ANNEX

### **SUMMARY OF THE MAIN CONCLUSIONS REACHED BY THE PARTICIPANTS DURING THE DISCUSSIONS**

#### **Topic 1: Engendering the collection and dissemination of statistical collection**

##### **Session 1: Tools**

Documentation: Invited papers by United Kingdom, UNECE, Russian Federation, Sweden, and ILO

Supporting Papers by The Former Yugoslav Republic of Macedonia, Spain, and FAO

Discussant: Mr. Mark Manto (Department of Justice, Equality and Law Reform, Ireland)

1. Participants repeatedly stressed the need for finding mechanisms to facilitate the user/producer dialogue. The key role of users to drive the content of gender statistics programmes was highlighted and different ways to interact with users were also discussed. The demand for gender statistics is increasing, and the users of gender statistics are not homogenous. There is the need to concentrate the production and dissemination of gender statistics only in those areas where data are used. In the dissemination of gender statistics both at national and international level the need to develop marketing strategies to reach out to potential users was stressed as was the need to make sure that the outputs are known and used by all types of users.

2. It was agreed that there is a need to develop a set of guidelines on how to do gender statistics. A number of suggestions for making gender statistics programmes more effective were recommended. These included:

- establishing a legislative framework which includes gender statistics specific laws or including gender into statistical laws as opposed to the current practice to include gender statistics in gender-equality laws/regulations as opposed to including it in the statistical laws/regulations
- standardizing gender definitions and measurement methods
- strengthening the role and positioning of the Gender Statistics Focal Point (GSFP) and to better interact with all departments of the NSO
- mainstreaming methodology and production processes, etc.

It was suggested that UNECE play a role in the development of a common strategy document, which could facilitate the development of a set of best practices on gender statistics.

3. The promotion of gender sensitization training for all statisticians in the national statistical system was proposed as one of the key activities to improve the understanding of gender as an intrinsic characteristic of individuals and to strengthen the gender dimension in all areas of statistical work. Statisticians from every area of statistics should be sensitized through gender sensitization training. For example, the representative from Sweden described the plan in Statistics Sweden aiming to train at least 25% of all statisticians with a gender sensitization course. Another approach discussed is to educate the top management of the 50 largest organizations in gender sensitization.

4. Many participants agreed that there are still areas in NSOs where there is a lack of gender awareness among statisticians. It was also recognized that gender should be mainstreamed not only into data dissemination but also into the development of definitions, classifications and data collection methodologies. Among the current data production that need to be made more gender-sensitive, employment statistics, economic and business statistics, agriculture statistics, and transport statistics were mentioned as the most problematic. Difficulties experienced by some NSOs to improve the gender relevance of administrative registers were also emphasized.

### **Session 2: Sources**

Documentation: Invited Papers by New Zealand, Italy, Albania and Armenia

Supporting papers by Germany, Italy and Mexico

Discussant: Gülfer Dikbayir, Turkey

5. The meeting agreed that time-use surveys are one of the best sources to provide data on different gender roles in the household. The number of countries in the region that carry out this type of survey is increasing. Some countries are using time-use surveys for a wide range of purposes.

6. Before seeking out new data sources for gender statistics, it was agreed that it is essential to utilize all existing and available data sources. For example, data sources for gender budgeting were proposed as important for future development. Specifically, it was expressed that gender budgeting is an important tool to measure the budgeted resources for reproductive health in a country.

7. It was agreed that there are aspects of our modern world and their impact on women that are not captured in gender current indicators. Both indicators and data need to be developed to capture these aspects of life. Participants noted that in addition to the “glass ceiling”, women now face the “glass slope” for which no indicators currently exist.

8. Political will was discussed as crucial to ensuring that statistics are engendered. As policymakers often do not know how to use data, it is important to help them see how gender statistics can be used for policy purposes. This will also help increase their support for engendering policies.

9. Participants agreed that methods to measure informal labour force and unpaid work need to be developed.

### **Session 3: Regional Statistical Resources**

Documentation: Invited papers by Eurostat, UNECE, UNIFEM

Supporting paper by Ukraine

Discussant: Inna Samchenko, Ukraine

10. The meeting agreed with the new plan for data collection proposed by ECE where there will be the maximum use of international sources and the inclusion of some new indicators in the areas of science, decision making, poverty, reconciliation of work and family, transport, and violence. A new questionnaire will be sent to countries in November 2004.

11. The meeting also stressed some of the challenges of the database: the need to develop a marketing strategy, to periodically review the data, to carefully present data on 1990 for transition countries, to expand the current section on health and to include new issues, such as migrant workers, ethnicity, and inactive population, and to concentrate the efforts in those countries where it is most difficult to find data at the international level. Specific areas with missing data are informal work/unpaid work, division of labor, poverty, ethnic breakdowns, 'inactives', and political positions of women. The meeting also brought to light the existence of discrepancies in different database sources.

12. Participants agreed that the results from the survey on the usage of the Gender Statistics Database need to be added to the ECE Gender website.

13. The importance of adding more indicators on health (e.g., HIV/AIDS, state expenditure on health, tobacco/alcohol use) and drug abuse was stressed.

14. The meeting agreed that the user/producer connection needs to be further developed. Marketing the gender database and other gender-related products to as many users as possible was emphasized. The participants agreed that the role of the Gender Focal Points in getting the message out is essential in marketing the tools developed by UNECE.

## **Topic 2: Violence against women**

### **Session 4: Overview of national and international activities**

Documentation: Invited papers by Italy, Mexico, IOM, OHCHR, HEUNI, WHO

Discussant: Anita Lange, Denmark

15. Participants agreed that methodology and data collection for indicators relating to violence against women need to be established. Reviewing the methods used in international and national studies it becomes apparent that the sensitivity of the issue poses several challenges to its measurement. Administrative sources based on reported crimes are not good sources for a variety of reasons, mainly due to cultural barrier for women not to report violence, particularly domestic violence. A better source of data are population-based surveys. Many NSOs have only recently engaged in the collection of data on VAW and in some cases have experienced resistance in getting involved in such a sensitive and methodologically controversial issue. The meeting agreed that NSOs should be more involved in this area in partnership with research experts, NGOs involved in the field, service providers. In their role of producers and coordinators of official statistics they should be more active in defining the relevant and effective methodology to be used.

16. Looking at the issue of human trafficking, participants discussed the problems related to definitions and methodology used in data collection. It was clear that current estimates of human

trafficking are often based on non-representative studies and on concepts that do not distinguish trafficking from migration, prostitution, and missing persons. It was agreed that given the nature of the phenomena and the need for more qualitative studies and in-depth analysis of case-studies, full consideration should be given to definitional aspects, source reliability and development of sound methodologies when producing and using data or estimates in this area.

17. Suggestions made for measuring domestic violence included:

- define the study population broadly
- use behavior specific questions
- use discrete time frames
- cue respondents to different concepts/perpetrators
- give multiple opportunities to talk

### **Session 5: Core set of indicators and short survey instruments**

Documentation: Invited papers by Australia, Ireland, WHO (2 papers)

Discussant: Linda Laura Sabbadini, Italy

18. There has been growing demand for statistics in the area of violence against women. It is increasingly identified as being on the new frontier of social statistics. There have been some studies and data work in the area to this point primarily in the private sector.

19. National statistical offices need to play a far stronger role in developing this area of statistics. The first step is for NSOs to exchange experiences. In order to develop this area, however, NSOs need new tools, new methodologies, etc. It was forwarded that NSOs have the most appropriate experience to carry out research, study and developmental work of this complexity.

20. A number of key areas need to be examined in developing this area, among them: definition of the population to be measured, the definition of “violence”, the development of a core set of questions to be asked, defining best survey techniques, etc.

21. Selection of interviewers and the ways that the interviewing is conducted emerged as a crucial factor in being able to get women to speak about their experiences with violence. Training for interviewers is crucial, as it has been shown that this leads to substantial gains to the results of an interview.

22. How questions are asked in an interview was also identified as a key factor in determining whether an interview is fruitful or not. Providing women with multiple opportunities for disclosure strongly affects the likeliness that women will speak of their experiences. There is a need for much experimentation in this area to see what is most effective.

23. The issue whether countries should invest in short modules or in-depth surveys to collect information on violence against women was discussed. Each methodology has its pros and cons. For example, there are lower expenses involved in a module approach, and it may be the only

feasible option when financing for a long survey is not possible. However, short modules often do not capture the severity of the problem. When financing is possible a specialized survey can capture the complex dimensions of violence and is the preferable approach.

**Topic 3: Social attitudes/behaviours and gender equality**

**Session 6: Social attitudes/behaviours and gender equality**

Documentation: Invited Papers by Finland, Netherlands (2 papers), and UNDP Azerbaijan/Bratislava (videoconference)

Discussant: Victoria Velkoff, United States

24. Gender attitude surveys attempt to measure constructs that are rather difficult to quantify. Whether attitudes are malleable or stable over one's life does not have a clear answer. The meeting discussed the difference between opinions, values, and norms. Measuring attitudes and behaviors is thus difficult to carry out in cross-sectional surveys.

25. The meeting agreed that measuring gender attitudes is an important next step. The need to measure both attitudes and behavior in a longitudinal study to see the relationships between attitudes and behaviour and how they change over time was expressed. One example of future work in the area of gender attitudes is the planned UNDP Azerbaijan/Bratislava survey on gender attitudes to be carried out in Azerbaijan in 2005. The survey is one of the first in the region and they hope that the survey and its findings will enable their colleagues in the region (CIS) to learn about carrying out gender attitudes surveys and promote the use of such surveys in the region.

26. Relating to the implementation of gender attitude surveys, it was agreed that collaboration with other organizations is important to the success of the surveys.

27. In regards to measuring attitudes, a common point was that it is easier to agree with an abstract concept as opposed to agreeing with the same concept at a personal level, thus you might get different outcomes depending on the wording of the question on an attitude (public vs. private).

28. Points raised by participants included the assumption that women have a choice in whether they work or not, questions related to the use of the gender attitude data (used by politicians), qualification about the difference in gender norms versus gender attitudes, and attitudes and use of maternity and paternity leave in countries where these types of paid leave are available.

-----